

## Résolution

# Le plan d'économies du Conseil fédéral est une grosse faute de jeu

Les délégués de l'Union suisse des paysans demandent au Parlement et au Conseil fédéral de corriger les larges et injustes mesures d'économie prévues au détriment de l'agriculture dans le cadre du budget 2024 et du crédit-cadre 2026-2029. Les raisons de cette revendication sont les suivantes :

1. Les exigences demandées aux familles paysannes ont fortement augmenté en raison des décisions prises par le Parlement, par exemple dans le cadre des trajectoires de réduction, ce qui entraîne des coûts supplémentaires et une baisse des rendements de la production d'au moins 100 millions de francs. À cela s'ajoute le fait qu'en raison de l'inflation, les coûts de production ont fortement augmenté dans l'agriculture.
2. L'agriculture n'est pas responsable de l'augmentation des dépenses fédérales. Depuis 20 ans, les dépenses de l'agriculture s'élèvent constamment à 3,6 milliards de francs, alors que les dépenses totales de la Confédération ont augmenté de 35 milliards, soit de plus de 80 %. La part du budget agricole dans les dépenses totales de la Confédération n'est aujourd'hui que de 4,5 %.
3. La situation des revenus des familles paysannes est très préoccupante. Le revenu agricole est bien inférieur en comparaison avec le revenu comparable. Le salaire horaire moyen dans l'agriculture ne s'élève qu'à 17 francs. Le programme d'économies prévu entraîne une baisse des revenus. En vertu de l'art. 5 LAgr, le Conseil fédéral a le devoir légal de prendre des mesures lorsque le revenu agricole est inférieur au revenu comparable. Le programme d'économies contrevient à cet article de loi.

L'agriculture est confrontée à des défis majeurs : s'adapter aux effets du changement climatique, répondre aux attentes de la société en matière de protection de l'environnement et de bien-être animal, tout en assurant en permanence la sécurité alimentaire en Suisse.

Pour ces raisons, les délégués de l'Union suisse des paysans attendent du Parlement et du Conseil fédéral qu'ils continuent à mettre à la disposition des familles paysannes au moins les mêmes moyens financiers qu'auparavant. Une réduction des moyens financiers affaiblirait la durabilité de l'agriculture.